Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 4 mai 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "abrogeant et remplaçant les arrêtés royaux des 11 octobre 1928, n° 25141, et du 5 décembre 1929, n° 27497, déterminant l'assimilation au point de vue de la pension militaire, respectivement des musiciens militaires du 1er régiment de Guides et des ouvriers militaires", a donné en sa séance du 6 juin 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4de Mei 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de koninklijke besluiten nr 25141, van 11 October 1928, en nr 27497, van 5 December 1929, houdende onderscheidenlijk, inzake het militair pensioen, gelijkstelling van de militaire muzikanten van het 1e Gidsenregiment en van de militaire werklieden, ingetrokken en vervangen worden", heeft ter zitting van 6 Juni 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est de mauvaise technique de reproduire dans un arrêté royal des dispositions légales, ainsi qu'il est fait à l'article 7, alinéa 3 .

Le Conseil d'Etat propose, en outre, d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL DETERMINANT LES GRADES AUXQUELS SONT ASSIMILES, POUR LE REGLEMENT DE LEUR PENSION MILITAIRE, LES MUSICIENS MILITAIRES DU 1er REGIMENT DES GUIDES AINSI QUE LES OUVRIERS ET ARTISANS MILITAIRES.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 2, A, 3°, b), tel qu'il a été remplacé par la loi du 30 juin 1947, et l'article 6 modifié par les lois des 29 juillet 1926, 12 et 30 juin 1947;

Vu l'arrêté du Régent du 30 août 1948 fixant le statut des spécialistes militaires, modifié par l'arrêté du Régent du 22 février 1950 et par l'arrêté royal du 18 septembre 1950;

.../...

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les militaires visés à l'article 2, A, 3°, b), des lois coordonnées sur les pensions militaires sont ceux faisant partie des catégories suivantes :

1° les ouvriers militaires salariés;

2° les ouvriers militaires appointés, qu'ils aient été on non admis dans le cadre des spécialistes militaires créé par l'arrêté du Régent du 30 août 1948;

3° les spécialistes militaires recrutés en vertu de dispositions réglementaires antérieures au 10 mai 1940, dénommés dans le présent arrêté spécialistes de l'ancien régime, qu'ils aient été ou non admis dans le cadre des spécialistes militaires créé par l'arrêté du Régent du 30 août 1948;

4° les musiciens militaires de la musique des guides;

5° les maréchaux ferrants.

Article 2.-

Pour la détermination du taux de leur pension d'ancienneté et, le cas échéant, de leur pension d'invalidité, les militaires visés à l'article 1er bénéficient des assimilations de grades prévues au tableau annexé au présent arrêté.

Article 3.-

La preuve officielle de l'exercice des fonctions permettant de bénéficier d'une assimilation de grade est faite notamment par les mentions figurant au dossier matriculaire.

Article 4.-

Les périodes de service exigées pour bénéficier d'une assimilation à un grade sont irréductibles et ne comportent que les services accomplis comme militaire d'une des catégories visées à l'article 1er.

Entrent cependant en compte pour la fixation de la durée de ces services, les services accomplis dans les emplois spéciaux supprimés, par des militaires admis dans une des catégories visées à l'article 1er, ainsi que les services accomplis antérieurement dans les établissements et services de l'armée par les ouvriers militaires salariés, soit comme ouvrier civil, soit comme ouvrier temporaire.

Article 5.-

L'assimilation des militaires visés à l'article 1er, à un grade au moment de la pension est déterminée d'après la catégorie dans laquelle ils sont rangés à ce moment et d'après le nombre d'années de service comme ouvrier militaire.

.../...

Article 6.-

Tout militaire qui cesse par mesure disciplinaire de faire partie d'une des catégories prévues à l'article 1er, perd pour la détermination de sa pension le bénéfice des assimilations prévues par le présent arrêté

Article 7.-

Les militaires qui, au moment où ils ont été placés dans une des situations prévues à l'article 1er, étaient revêtus d'un grade effectif ou dont l'assimilation à un grade au point de vue de la pension était réglée par une disposition antérieure au présent arrêté, ne peuvent recevoir une pension inférieure à celle correspondant à ce grade ou à cette assimilation.

Article 8.-

Les militaires visés à l'article 1er, pensionnés entre le 1er janvier 1946 et la date de publication du présent arrêté, conservent le bénéfice des assimilations prévues par les dispositions réglementaires en vigueur au moment de leur mise à la pension si elles leur sont plus favorables que celles prévues dans le tableau annexé au présent arrêté.

Article 9.-

Le présent arrêté ne s'applique pas aux spécialistes militaires recrutés en application de l'arrêté du Régent du 30 août 1948 et n'ayant pas appartenu à un cadre de spécialistes de l'ancien régime.

.../...

Ils sont mis à la pension d'ancienneté à l'âge de 56 ans soit par application de l'article 2, A, 3°, a), soit par application de l'article 2, A, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Quel que soit le nombre d'années de service, ils ne peuvent recevoir une pension inférieure à celle correspondant au grade dont ils sont revêtus. Cette disposition est également applicable aux maréchaux ferrants de la gendarmerie.

Article 10.-

Les militaires visés à l'article 1er sont mis d'office à la pension à la fin du trimestre au cours duquel ils atteignent l'âge de 60 ans.

Article 11.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 2 janvier 1924 fixant la limite d'âge d'admission à la pension des militaires de rang subalterne et des artisans militaires, en tant qu'il concerne les artisans militaires;

2° l'arrêté royal du 11 octobre 1928 d'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, en ce qui concerne les musiciens du 1er régiment des guides;

3° l'arrêté royal du 5 décembre 1929 déterminant l'assimilation des ouvriers militaires au point de vue de la pension militaire, modifié par l'arrêté royal du 23 octobre 1950.

.../...

Article 12.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, le présent arrêté sort ses effets au 1er janvier 1946 à l'égard des personnes visées à l'article 1er et qui bénéficiaient sous le régime de l'arrêté royal du 5 décembre 1929 au moment de leur pension d'une assimilation au grade de sergent-major.

Article 13.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Annexe à l'arrêté royal du

Catégories ou fonctions.	Assimilations.
I. Ouvriers militaires salariés non qualifiés (barèmes 101 A et 101 B). Ouvriers militaires appointés (manoeuvres)	Dès le début : soldat -après 10 ans de service : caporal -après 25 ans de service : sergent (1) -après 35 ans de service : 1er sergent (1).
II. Ouvriers militaires salariés semi-qualifiés (barèmes 102 A et 102 B). Ouvriers militaires appointés, manoeuvres spécialisés.	Dès le début : caporal -après 15 ans de service : sergent (1) -après 25 ans de service : 1er sergent (1).
III. Ouvriers militaires salariés qualifiés (barèmes 103 A et 103 B). Soldats et caporaux spécialistes de l'ancien régime non admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires. Soldats et caporaux spécialistes de l'ancien régime et ouvriers militaires appointés admis dans la catégorie C.3 du cadre actuel des spécialistes militaires.	Dès le début : sergent(2) -après 15 ans de service : 1er sergent (2) -après 30 ans de service : 1er sergent major (2).

.../...

	Chauffeurs d'auto de l'aéronautique militaire admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires. Maréchaux ferrants.	
IV.	Ouvriers militaires salariés : premiers ouvriers, premiers ouvriers spécialistes et premiers ouvriers spécialistes chefs d'équipe (barèmes 103 C , 103 D , et 103 E). Ouvriers militaires appointés : premiers ouvriers et premiers ouvriers spécialistes. Sergents spécialistes de l'ancien régime non admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires. Soldats et caporaux spécialistes de l'ancien régime et ouvriers militaires appointés admis dans la catégorie B.3. du cadre actuel des spécialistes militaires. Sergents spécialistes de l'ancien régime et ouvriers militaires appointés admis dans les catégories B.3 et C.3 du cadre actuel des spécialistes militaires.	Dès le début : sergent (2) - après 10 ans de service : 1er sergent (2) - après 20 ans de service : 1er sergent-major (2) - après 30 ans de service : adjudant.

.../...

Chauffeurs mécaniciens d'auto de l'aéronautique militaire admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires.	
Musiciens de 2ème et 3ème classe de la musique des guides.	
V. Ouvriers militaires salariés ; emplois spéciaux et personnel de maîtrise (barèmes 104 A , 104 B , 105 A , 105 B , 105 C et 106 A)	Dès le début : 1er sergent (2). - après 15 ans de service : 1er sergent-major (2). - après 25 ans de service : adjudant.
Premiers sergents et premiers sergents-majors spécialistes de l'ancien régime non admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires.	
Premiers sergents et premiers sergents-majors spécialistes de l'ancien régime, ouvriers militaires appointés et spécialistes de l'ex-défense terrestre contre aéronefs admis dans les catégories B,2 et C,2 du cadre actuel des spécialistes militaires.	
Musiciens de 1ère classe et sous-chef de la musique des guides.	

VI. Ouvriers militaires salariés : emplois spéciaux et personnel de maîtrise (barèmes 106 B, 106 C, 107 A et 107 B). Adjudants spécialistes de l'ancien régime non admis dans le cadre actuel des spécialistes militaires. Adjudants spécialistes de l'ancien régime, ouvriers militaires appointés et spécialistes de l'ex-défense terrestre contre aéronefs admis dans les catégories B.1 et C.1 du cadre actuel des spécialistes militaires.	Dès le début : 1er sergent (2) - après 10 ans de service : 1er sergent-major (2) - après 20 ans de service : adjudant.

(1) Non porteur d'un diplôme d'études moyennes du degré inférieur ou d'un certificat d'études équivalentes.
(2) Porteur d'un diplôme d'études moyennes du degré inférieur ou d'un certificat d'études équivalentes.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

De Raad van State acht het uit een oogpunt van wetgevingstechniek verkeerd, in een koninklijk besluit wetsbepalingen over te nemen, zoals dat in het derde lid van artikel 7 is gebeurd.

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen ; deze zijn in de hierna volgende tekst opgenomen.

KONINKLIJK BESLUIT TOT BEPALING VAN DE GRADEN WAARMEDE DE MILITAIRE MUZIKANTEN VAN HET 1STE GIDSENREGIMENT EN DE MILITAIRE WERKLIEDEN EN AMBACHTSLIEDEN WORDEN GELIJKGESTELD VOOR DE REGELING VAN HUN MILITAIR PENSIOEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, namelijk op artikel 2, A, 3°, b), zoals het werd vervangen door de wet van 30 Juni 1947, en op artikel 6 gewijzigd bij de wetten van 29 Juli 1926, 12 en 30 Juni 1947 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 Augustus 1948 houdende vaststelling van het statuut der militaire specialisten, gewijzigd bij besluit van de Regent van 22 Februari 1950 en bij koninklijk besluit van 18 September 1950 ;

.../...

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De militairen bedoeld in artikel 2, A, 3°, b), van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen zijn degene die deel uitmaken van de volgende categorieën:

1° de loontrekkende militaire werklieden ;

2° de weddetrekkende militaire werklieden, al dan niet opgenomen in het kader van de militaire specialisten, bij besluit van de Regent van 30 Augustus 1948 opgericht ;

3° de militaire specialisten die krachtens reglementsbepalingen van vóór 10 Mei 1940 zijn aangeworven en in dit besluit specialisten van het oude stelsel worden genoemd, al dan niet opgenomen in het kader van de militaire specialisten bij besluit van de Regent van 30 Augustus 1948 opgericht ;

4° de militaire muzikanten van de muziekkapel der gidsen ;

5° de hoefsmeden.

.../...

Artikel 2.-

Voor het vaststellen van het bedrag van hun anciënniteitspensioen en, bij voorkomend geval, van hun invaliditeitspensioen, wordt de in artikel 1 genoemde militairen een gelijkstelling in graad verleend zoals bepaald in de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 3.-

Het ambtelijk bewijs van de uitoefening van het ambt, waarvoor een gelijkstelling in graad kan worden bekomen, wordt namelijk verstrekt door de gegevens voorkomend in het "stamboek".

Artikel 4.-

De diensttijd vereist om voor een gelijkstelling in graad in aanmerking te komen,kan niet ingekort worden en omvat enkel de dienst gedaan als militair van een der in artikel 1 genoemde categorieën.

Voor het vaststellen van de duur van die dienst worden nochtans in rekening gebracht de dienst in de afgeschafte bijzondere betrekkingen gedaan door militairen opgenomen in een der in artikel 1 genoemde categorieën, en de dienst door de loontrekkende militaire werklieden hetzij als burgerlijk werkman, hetzij als tijdelijk werkman, vroeger gedaan bij de inrichtingen en diensten van het leger.

Artikel 5.-

De gelijkstelling in graad van de in artikel 1 bedoelde militairen op het tijdstip van het pensioen, wordt vastgesteld volgens de categorie waarin zij op dat tijdstip zijn gerangschikt en volgens het aantal dienstjaren als militair werkman.

.../...

Artikel 6.-

Iedere militair die ingevolge een tuchtmaatregel niet meer tot een van de in artikel 1 genoemde categorieën behoort, komt voor het vaststellen van zijn pensioen niet meer in aanmerking voor de gelijkstellingen in dit besluit bepaald.

Artikel 7.-

De militairen die met een werkelijke graad bekleed waren toen zij in een van de in artikel 1 genoemde toestanden werden geplaatst, of voor wie de gelijkstelling in graad ten aanzien van het pensioen door een vroegere bepaling was geregeld, kunnen geen lager pensioen trekken dan het pensioen dat met die graad of die gelijkstelling overeenstemt.

Artikel 8.-

De in artikel 1 genoemde militairen die tussen 1 Januari 1946 en de datum van bekendmaking van dit besluit op pensioen zijn gesteld, genieten verder de gelijkstellingen bepaald bij de op het tijdstip van hun oppensioenstelling geldende reglementsbepalingen, zo deze gelijkstellingen hun voordeliger zijn dan die welke in de bij dit besluit gevoegde tabel zijn bepaald.

Artikel 9.-

Dit besluit is niet toepasselijk op de militaire specialisten die, bij toepassing van het besluit van de Regent van 30 Augustus 1948, zijn aangeworven en niet tot een kader van specialisten van het oude stelsel hebben behoord.

.../...

Zij bekomen op de leeftijd van 56 jaar hun anciënniteitspensioen hetzij bij toepassing van artikel 2, A, 3°, a), hetzij bij toepassing van artikel 2, A, 4°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Hoeveel jaren dienst zij ook hebben, hun mag geen lager pensioen toegekend worden dan het pensioen dat overeenstemt met de graad waarmede zij bekleed zijn. Deze bepaling is ook van toepassing op de hoefsmeden van de rijkswacht.

Artikel 10.-

De in artikel 1 genoemde militairen worden ambtshalve op pensioen gesteld na afloop van het trimester waarin zij de leeftijd van 60 jaar bereiken.

Artikel 11.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 2 Januari 1924 tot vaststelling van de leeftijdsgrens voor toelating tot het pensioen van de militairen van lagere graad en van de militaire ambachtslieden, voor zover het betrekking heeft op de militaire ambachtslieden ;

2° het koninklijk besluit van 11 October 1928 tot uitvoering van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, wat betreft de muzikanten van het eerste gidsenregiment ;

3° het koninklijk besluit van 5 December 1929 tot vaststelling van de gelijkstelling van de militaire werklieden inzake het militair pensioen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 October 1950.

.../...

Artikel 12.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Echter heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 Januari 1946 ten aanzien van de personen, bedoeld in artikel 1 en die onder de gelding van het koninklijk besluit van 5 December 1929 op het tijdstip van hun pensioen met de graad van sergeant-majoor waren gelijkgesteld.

Artikel 13.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Bijlage bij het koninklijk besluit van ...

	Categorieën of ambten	Gelijkstellingen	
I.	Ongeschoolde loontrekkende militaire werklieden (loonschalen 101 A en 101 B). Weddetrekkende militaire werklieden (arbeiders).	Van het begin af : -na 10 jaar dienst: -na 25 jaar dienst: -na 35 jaar dienst:	soldaat korporaal sergeant (1) 1e sergeant (1).
II.	Half- geschoolde loontrekkende militaire werklieden (loonschalen 102 A en 102 B) . Weddetrekkende militaire werklieden, gespecialiseerde arbeiders.	Van het begin af : -na 15 jaar dienst: -na 25 jaar dienst:	korporaal sergeant (1). 1e sergeant (1).
III.	Geschoolde loontrekkende militaire werklieden (loonschalen 103 A en 103 B). Soldaten en korporaals specialisten van het vroegere stelsel, niet opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten. Soldaten en korporaals specialisten van het vroegere stelsel en weddetrekkende militaire werklieden opgenomen in categorie C.3 van het huidige kader der militaire specialisten.	Van het begin af : -na 15 jaar dienst: -na 30 jaar dienst:	sergeant 1e sergeant (2); 1e sergeant-majoor (2).

.../...

	Autobestuurders van de militaire luchtvaart opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten . Hoefsmeden.		
IV.	Loontrekkende militaire werklieden : eerste werklieden, eerste werklieden specialisten en eerste werklieden specialisten (loonschalen 103 C, 103 D en 103). Weddetrekkende militaire werklieden : eerste werklieden en eerste werklieden specialisten. Sergeanten specialisten van het vroegere stelsel, niet opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten . Soldaten en korporaals specialisten van het vroegere stelsel en weddetrekkende militaire werklieden opgenomen in categorie B 3 van het huidige kader der militaire specialisten . Sergeanten specialisten van het vroegere stelsel en weddetrekkende militaire werklieden opgenomen in de categorieën B. 3 en C. 3 van het huidige kader der militaire specialisten ;	Van het begin af : sergeant (2) - na 10 jaar dienst : 1e sergeant (2) - na 20 jaar dienst : 1e sergeant-majoor (2) - na 30 jaar dienst : adjudant.	

	Autowerktuigkundigen-bestuurders van de militaire luchtvaart, opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten . Muzikanten 2e en 3e klasse van het muziekkorps der gidsen.	
V.	Loontrekkende militaire werklieden: bijzondere betrekkingen en meesterspersoneel (loonschalen 104 A, 104 B, 105 A, 105 B, 105 C en 106 A). Eerste sergeanten en eerste sergeant-majoors specialisten van het oude stelsel, niet opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten . Eerste sergeanten en eerste sergeant-majoors specialisten van het oude stelsel, weddetrekkende militaire werklieden en specialisten van de vroegere grondverdediging tegen luchtvaartuigen, opgenomen in de categorieën B.2 en C.2 van het huidige kader der militaire specialisten .	Van het begin af: 1e sergeant (2) - na 15 jaar dienst: 1e sergeant-majoor (2) - na 25 jaar dienst: adjudant.

.../...

	Muzikanten 1e klasse en onder-kapelmeester van de gidsen.	
VI.	Loontrekkende militaire werklieden : bijzondere betrekkingen en meesters-personeel (loonschalen 106 B, 106 C, 107 A en 107 B). Adjudanten specialisten van het oude stelsel, niet opgenomen in het huidige kader der militaire specialisten • Adjudanten specialisten van het oude stelsel, weddetrekkende militaire werklieden en specialisten van de vroegere grondverdediging tegen luchtvaartuigen, opgenomen in de categorieën B.1 en C.1 van het huidige kader der militaire specialisten.	Van het begin af : 1e sergeant (2) - na 10 jaar dienst: 1e sergeant-majoor (2) - na 20 jaar dienst: adjudant.

(1) Niet in het bezit van een diploma van middelbare studiën van de lagere graad of van een getuigschrift van gelijkwaardige studiën.

(2) Houder van een diploma van middelbare studiën van de lagere graad of van een getuigschrift van gelijkwaardige studiën.

Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	E. VAN DIEVOET, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.